

Norman Cafik, ministre de la Consommation et des Corporations
Coline Campbell, ministre de la Santé nationale et du Bien-être social
Léonard Marchand, ministre de l'Environnement
Pierre de Bané, ministre d'État chargé des Affaires urbaines
Iona Campagnolo, ministre des Affaires indiennes et du Nord canadien.

3.1.2 Le pouvoir législatif

Le pouvoir législatif fédéral est investi dans le Parlement du Canada, qui se compose de la reine, d'une chambre haute appelée le Sénat et de la Chambre des communes. Les projets de loi peuvent émaner du Sénat ou de la Chambre des communes, sous réserve des dispositions de l'article 53 de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique (1867) stipulant que les bills visant à l'affectation d'une partie des recettes publiques ou à l'établissement d'une taxe ou d'un impôt doivent prendre naissance à la Chambre des communes. Les bills doivent être adoptés par les deux Chambres et recevoir la sanction royale avant de devenir lois. Dans la pratique, la plupart des projets de loi publics sont présentés à la Chambre des communes. Cependant, ces dernières années, à la demande du gouvernement, un plus grand nombre de bills ont été présentés au Sénat, qui a pu ainsi en délibérer pendant que la Chambre s'occupait d'autres questions comme du débat sur le discours du Trône. Les projets de loi privés sont ordinairement présentés au Sénat. Celui-ci a le pouvoir de retarder, de modifier et même de repousser un projet venant de la Chambre, mais en général les désaccords sont réglés sans grand conflit.

L'article 91 des Actes de l'Amérique du Nord britannique, 1867 à 1964, attribue au Parlement du Canada l'autorité législative dans des domaines très nettement définis. Ceux-ci sont exposés en détail au Chapitre 2.

Conformément à l'article 95, le Parlement du Canada peut légiférer en matière d'immigration et d'agriculture, concurremment avec les législatures provinciales, la législation fédérale prévalant en cas de conflit. La modification apportée en 1951 à l'Acte de l'Amérique du Nord britannique (S.G.-B. 1950-51, chap. 32) autorisait le Parlement du Canada à légiférer sur les pensions de vieillesse au Canada à condition qu'aucune loi ainsi édictée n'affecte l'application de quelque loi provinciale relative aux pensions de vieillesse. En vertu de l'Acte de l'Amérique du Nord britannique (1964) la portée de cette modification a été étendue afin de permettre le paiement de prestations supplémentaires, y compris d'allocations aux survivants et aux invalides indépendamment de l'âge, en vertu d'un régime de pensions à participation.

L'adoption des lois. Si un bill (projet de loi) est présenté aux Communes et y est approuvé, il est ensuite présenté au Sénat et passe par les mêmes étapes. Si le bill est d'abord présenté au Sénat, la marche est inverse. Il existe trois sortes de bills: les bills d'intérêt public présentés par le gouvernement, les bills d'intérêt public présentés par les députés, et les bills d'intérêt privé présentés par les députés. Pour chaque catégorie, la procédure diffère un peu. Elle diffère même selon que la Chambre délibère sur des bills du gouvernement soumis à la suite de motions budgétaires et financières ou portant sur d'autres projets du gouvernement. La procédure relative à un bill présenté aux Communes est décrite ci-après.

Le ministre parrain du bill donne avis qu'il entend présenter un bill sur un sujet déterminé. Dans les 48 heures, il présente une motion pour être autorisé à présenter le bill et pour que première lecture en soit faite. L'autorisation est automatique car cette étape n'implique pas l'approbation du bill. Ce n'est qu'après la première lecture qu'ordre est donné d'imprimer le bill pour le distribuer aux députés.

A une séance ultérieure, le ministre propose la deuxième lecture du bill et son renvoi à un comité pertinent des Communes. Comme un vote favorable à la motion de deuxième lecture signifie l'approbation du bill en principe, il intervient souvent un long débat qui, d'après le règlement, doit s'en tenir au principe du bill. Le débat aboutit à un vote qui, s'il est favorable, renvoie le bill au comité pertinent de la Chambre qui l'étudie article par article. Au stade de l'étude en comité, des experts et des intéressés peuvent être invités à témoigner et les travaux peuvent durer de nombreuses semaines.

Après étude du bill, le comité rédige un rapport à l'adresse de la Chambre qui doit alors décider d'accepter ou non le rapport, y compris les amendements apportés au bill par le comité. A l'étape du rapport, tout député peut, à 24 heures d'avis, proposer un amendement au bill,